

Résumé

Ce volume de *L'enseignement supérieur à l'horizon 2030* traite des tendances et perspectives d'évolution de la population des étudiants, des enseignants et des diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE, aussi bien d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Il analyse en particulier le lien entre ces évolutions, les changements démographiques et les politiques d'enseignement supérieur. Ainsi, il s'intéresse aussi bien à l'évolution probable de la taille des systèmes d'enseignement supérieur qu'aux changements qui affectent la profession enseignante. Il montre également comment l'évolution des politiques vis-à-vis des étudiants handicapés pourrait, à terme, transformer la philosophie d'accès à l'enseignement supérieur. Il traite encore de la manière dont la croissance de la migration pourrait soulever de nouvelles questions d'inégalités. Même si les changements démographiques de la population posent de nombreuses questions pour les politiques d'enseignement supérieur, ils ne soulèvent pas de problèmes nouveaux majeurs, comme on le pense souvent. Les enjeux d'avenir pour beaucoup de pays se situeront à un niveau qualitatif : les inégalités d'accès et de participation; la diversité des parcours, des formations et des établissements; la marginalisation sociale possible des personnes les moins éduquées; la redéfinition du métier d'universitaire.

Des différents tableaux possibles de l'avenir de l'enseignement supérieur que brosse ce livre se dégagent les traits suivants :

Du côté des étudiants :

- une expansion continue de la participation qui se traduira, dans la plupart des cas, par la croissance de la taille des systèmes d'enseignement supérieur. La décroissance ne concernera qu'un petit nombre de pays ;
- une majorité de femmes dans la population étudiante ;
- une plus grande diversité des profils étudiants, avec un plus grand nombre d'étudiants internationaux, à temps partiel, plus âgés, etc.
- une probable continuation de la démocratisation sociale de l'enseignement supérieur, accompagnée d'inconnues concernant l'évolution des inégalités d'opportunités éducatives entre groupes sociaux;
- une nouvelle philosophie d'accès à l'enseignement supérieur, davantage axée sur la réussite effective des étudiants, à l'instar de l'évolution des politiques d'accès pour les étudiants handicapés ;
- une évolution des questions et politiques d'accès et de luttes contre les inégalités, avec un élargissement et des changements dans les groupes concernés selon les pays.

Du côté des enseignants :

- une profession universitaire plus internationalisée et mobile, mais toujours structurée autour de caractéristiques nationales ;
- une profession aux activités plus différenciées, plus spécialisées, et avec des contrats de travail variés ;
- une prise de distance progressive par rapport au modèle traditionnel de la communauté autoréglée de professionnels au profit d'un modèle et d'un consensus à réinventer.

Du côté de la société :

- une plus grande proportion de diplômés du supérieur dans la population, avec des implications positives pour le bien-être social et la croissance économique ;
- une majorité de femmes parmi les diplômés du supérieur, avec des inégalités salariales en défaveur des femmes réduites, mais toujours présentes ;
- une proportion de 50 % de diplômés de l'enseignement supérieur atteinte ou approchée dans nombre de pays pour les cohortes les plus jeunes ;
- une baisse de l'écart entre le nombre absolu (mais pas relatif) de diplômés dans la zone OCDE et dans les grands pays émergents, notamment la Chine et l'Inde ;
- des dépenses d'enseignement supérieur qui ne devraient pas beaucoup évoluer en pourcentage de la richesse nationale à cause des évolutions démographiques ;
- des défis liés à l'exclusion sociale possible des groupes ne participant pas à l'enseignement supérieur.

Derrière leur apparente stabilité, les tendances démographiques donnent souvent lieu à des retournements imprévisibles liés à l'action politique ou à l'évolution technologique

Le chapitre 1 (Le Bras) montre comment des tendances démographiques longtemps stables peuvent connaître des points de retournements rapides, ou comment des changements apparemment rapides ne sont en fait que de brefs écarts à une tendance de fond. L'action politique ou les changements technologiques peuvent changer rapidement des tendances et des comportements bien établis, et invite à une certaine prudence dans l'établissement de projections. Le chapitre sert de mise en garde méthodologique à l'ensemble du livre : extrapoler les tendances du passé ne fait pas forcément sens, et la prudence oblige à ne spéculer sur l'avenir qu'à partir de scénarios, que l'action politique notamment peut influencer.

Dans un scénario tendanciel au fil de l'eau, les changements démographiques devraient avoir un impact modéré sur la taille, les dépenses et les politiques dans l'enseignement supérieur

Le chapitre 2 (Vincent-Lancrin) envisage précisément différents scénarios pour proposer des projections des effectifs étudiants, des dépenses, des taux d'encadrement et des diplômés du supérieur dans la population à l'horizon 2025. Même si la situation est très contrastée entre les pays de l'OCDE, la croissance de la taille des systèmes devrait rester la tendance

dominante au sein de la zone OCDE, malgré quelques rares exceptions. Les dépenses pour les établissements d'enseignement supérieur ne devraient pas en être profondément modifiées en pourcentage de la richesse nationale. Le remplacement des universitaires n'apparaît pas non plus comme un problème important : les tensions existantes dépendent en fait plus des disciplines que des changements démographiques. La proportion de diplômés dans la population devrait avoir largement augmenté d'ici 2025, mais avec une forte diversité entre pays. La continuation de la croissance devrait également modifier la composition qualitative de la population étudiante : la démocratisation de la participation à l'enseignement supérieur devrait continuer, mais les effets de l'expansion apparaissent beaucoup plus incertains sur les inégalités d'opportunités entre différents milieux sociaux. Les différentes réponses politiques aux changements de taille des systèmes pourront passer, comme auparavant, par la diversification des publics étudiants, des établissements et formations, ou par un nouveau partage des coûts. Mais, loin d'être déterminées par la démographie seulement, ces politiques s'inscriront dans des débats plus larges, comme ceux de la globalisation, de l'excellence ou de l'adéquation entre enseignement supérieur et marché du travail.

Le vieillissement de la profession enseignante ne dépend pas du vieillissement de la population ; il est le produit de la croissance ou décroissance des effectifs étudiants dans un certain système d'emploi, la permanence

Après avoir dressé un tableau des grandes tendances démographiques dans les pays de l'OCDE, le chapitre 3 (Willekens) analyse les déterminants de la pyramide d'âge des enseignants et analyse l'effet des différences de taille de la zone OCDE et de deux géants démographiques, la Chine et l'Inde, sur leur future force de travail hautement éduquée. Alors que l'on pourrait penser qu'un vieillissement du personnel enseignant reflète largement le vieillissement de la population, ce chapitre montre comment la pyramide d'âge du personnel enseignant dépend avant tout d'un système d'emploi (la permanence) et de la recherche du maintien d'un taux d'encadrement constant. Une croissance des effectifs étudiants permet de garder une structure d'âge relativement stable, tandis qu'une baisse ou une stagnation entraîne des périodes de vieillissement et de rajeunissement rapides du personnel enseignant. Un second aspect de la démographie réside dans la taille des cohortes : en raison de la différence de taille de leurs cohortes de jeunes, il suffirait d'une faible hausse du taux de participation à l'enseignement supérieur en Inde et en Chine pour avoir dans leur économie la même quantité de travail venant de diplômés du supérieur que les pays de l'OCDE.

Malgré le vieillissement, les transformations de la profession enseignante se situent moins dans des facteurs démographiques, par exemple des changements de la proportion d'enseignants étrangers ou de femmes, que dans l'évolution même du métier

Le chapitre 4 (Enders et Musselin) analyse les tendances et les transformations de la profession d'enseignant du supérieur : la croissance des effectifs, la différenciation des statuts, ainsi que l'émergence d'un marché international des universitaires rendant la mobilité plus importante, même si la profession reste déterminée par des facteurs nationaux. Si le professorat vieillit dans certains pays, si le pourcentage de femmes y demeure faible, le chapitre montre que les changements et défis principaux de la profession universitaire relèvent moins de la démographie que de la transformation en cours du métier : la diversification de la profession, la reconfiguration des liens entre les universitaires et leurs établissements, ainsi que le rapprochement de la relation d'emploi des universitaires d'une relation employé-employeur font de la recherche d'un consensus sur les caractéristiques essentielles de la profession un enjeu principal pour l'avenir.

L'expansion passée des systèmes permet de relativiser l'importance du facteur démographique

Le chapitre 5 (Teichler et Bürger) souligne que la démographie est une préoccupation seulement récente des débats politiques dans l'enseignement supérieur, et montre que la croissance passée des systèmes des pays de l'OCDE a été largement indépendante des changements démographiques. La hausse des taux d'accès à l'enseignement supérieur a été un facteur plus important que la taille des cohortes. Elle s'est par ailleurs appuyée sur une redéfinition des frontières du secteur et sur la différenciation des formations, notamment avec l'introduction de formations courtes. La hausse du nombre d'étudiants étrangers ou internationaux n'apparaît pas avoir été un facteur déterminant de la croissance des systèmes. Le chapitre analyse également l'évolution du sort des diplômés du supérieur et montre que l'expansion n'a pas entraîné de diminution de leur avantage salarial, même si leur avantage vis-à-vis du chômage a légèrement reculé. L'un des enjeux majeurs de l'expansion des systèmes pourrait en fait se situer dans les possibles phénomènes d'exclusion de ceux qui n'auront pas participé à l'enseignement supérieur.

La réduction de la taille des systèmes a commencé au Japon et en Corée, et les changements démographiques aux États-Unis laissent présager une évolution des politiques d'équité vers de nouvelles minorités

Le chapitre 6 (Anderson et Cook) montre une fois encore la relative déconnexion entre démographie et taille du système, mais souligne l'importance possible de l'évolution de la composition qualitative de la population sur la population étudiante. Aux États-Unis, la croissance du système dans les années 90 s'est faite alors que la taille des jeunes cohortes diminuait, le système se caractérisant d'ailleurs par une proportion importante

d'étudiants « non traditionnels », plus âgés. Avec la reprise de la croissance des jeunes cohortes, la taille du système devrait continuer d'augmenter. Mais les changements dans la composition de la population, avec la baisse de la proportion de blancs et la hausse des minorités, notamment hispaniques, chez les jeunes, semble le principal enjeu démographique pour le système. Dans certains États, la majorité des étudiants sera issue d'une minorité. Dans la mesure où la minorité hispanique va peser davantage que celle des Afro-Américains, on peut se demander comment ce changement va affecter la politique d'équité dans l'enseignement supérieur basée sur l'*affirmative action*, dont le chapitre retrace les évolutions marquantes, et quelles questions il va soulever, notamment au niveau culturel et linguistique. L'accès des Hispaniques à l'enseignement supérieur étant particulièrement faible, une lutte efficace contre les inégalités paraît essentielle pour que le pourcentage de diplômés du supérieur dans la population, aujourd'hui stagnant, progresse à nouveau.

Le chapitre 7 (Yonezawa et Kim) analyse la réaction des deux pays de l'OCDE où la taille des systèmes a commencé à diminuer et où la tendance a de fortes chances de durer : la Corée et le Japon. Il montre dans le détail comment les politiques d'enseignement supérieur mises en place dans ces pays peuvent être interprétées au regard de cette tendance, avec une rationalisation du système encourageant un apprentissage tout au long de la vie, l'internationalisation de l'enseignement supérieur et un développement régional équilibré, dans le contexte plus large de la mondialisation et d'un modèle de réforme « néolibéral ». Si la stratification hiérarchique des systèmes ne semble pas devoir changer suite à leur réduction, les deux pays commencent tout juste à mettre en place des politiques de long terme, avec un nouvel accent mis sur la question de la cohésion sociale et de l'égalité.

La question des inégalités, ou de la composition de la population des étudiants et diplômés, apparaît en fait comme un défi majeur pour les prochaines décennies, qu'il s'agisse des inégalités sociales ou des inégalités touchant le handicap, l'immigration ou le sexe

Le chapitre 8 (Ebersold) traite de l'accès des étudiants handicapés à l'enseignement supérieur, accès qui a fortement augmenté durant ces dernières années. Il montre en particulier comment deux philosophies d'accès et conceptions du handicap distinctes mènent à des politiques différentes, l'une privilégiant l'absence d'obstacles à l'accès, l'autre, l'accompagnement et la réussite effective des étudiants. Les dernières décennies ont vu s'opérer un glissement de la première à la seconde approche dans nombre de pays. Le chapitre suggère que l'ouverture à la diversité dont témoigne le traitement du handicap devrait s'étendre et bénéficier à l'ensemble des étudiants, par exemple aux étudiants mobiles dans le cadre du processus de Bologne. Cette philosophie se retrouve déjà dans une certaine mesure dans les *community college* aux États-Unis. Dressant le tableau de plusieurs modèles d'inclusion, avec leurs tensions propres, il montre que cette ouverture à la diversité suppose, en pratique, que les établissements d'enseignement supérieur se vivent comme des organisations apprenantes valorisant la diversification dans la recherche de l'excellence, de l'efficacité et de l'équité.

Le chapitre 9 (Marmolejo, Manley-Casimir et Vincent-Lancrin) montre comment la croissance des flux migratoires peut poser de nouveaux problèmes d'inéquité dans l'accès à l'enseignement supérieur. Les cas des États-Unis et de la France indiquent comment ces flux de population engendrent pour les autorités publiques et les sociétés des conséquences à la fois prévisibles et inattendues. Des facteurs divers limitent et dans certains cas empêchent l'accès des migrants ou de leurs enfants à l'enseignement supérieur dans leur pays d'arrivée : les obstacles linguistiques et culturels; le manque d'information; les ressources financières; la formation antérieure; le statut de migrant et les stéréotypes et préjugés négatifs qui souvent l'accompagnent. L'accès limité à l'enseignement supérieur ralentit l'intégration sociale des immigrés dans leur nouvel environnement. Il limite également leurs possibilités d'améliorer leur niveau de bien-être économique et social, exacerbant par là même leur marginalisation socio-économique. L'accès de certains groupes immigrés à l'enseignement supérieur apparaît ainsi comme un enjeu pour l'avenir.

Le chapitre 10 (Vincent-Lancrin) s'interroge sur les raisons et les implications possibles de l'inversion des inégalités entre les sexes dans l'enseignement supérieur. Alors que la population des étudiants et des diplômés de l'enseignement supérieur était dominée par les hommes il y a deux décennies, elle est aujourd'hui majoritairement féminine dans presque tous les pays de l'OCDE. Pour autant, la ségrégation sexuelle disciplinaire reste encore marquée et explique en partie les inégalités salariales en défaveur des femmes sur le marché du travail. L'inversion des inégalités entre les sexes peut s'expliquer par des facteurs démographiques, économiques, sociaux et éducatifs qui ne devraient pas disparaître dans les années à venir. L'écart de participation et d'obtention de diplômes en faveur des femmes devrait donc perdurer. S'il reste difficile de cerner les implications de ce changement social, une action politique en faveur des garçons pourrait se justifier par le souci de la mixité (ou de la diversité), de l'évitement de la marginalisation des hommes peu éduqués, et peut-être par le fait que de telles politiques pourraient profiter à la réduction de l'écart salarial en défaveur des femmes sur le marché du travail si elles réduisaient la ségrégation sexuelle au sein des disciplines.